Réunion du Comité syndical de l'EDM 70 du mardi 6 octobre 2015

Présents :Membres du comité syndical:

- Isabelle ARNOULD, Conseillère départementale, Présidente du Comité syndical
- Martine BAVARD, Déléguée de la commune de Luxeuil-les-Bains
- Corinne BONNARD, Conseillère départementale
- Colette CLERC, Suppléante pour les communes de Plancher-Bas et Villersexel
- Jacqueline COQUARD, Suppléante pour la commune de Villersexel
- Arnaud DEMONET, Suppléant de la commune de Luxeuil-les-Bains
- Anne-Laure FLETY, Déléguée de la C.C. Val de Gray
- Carmen FRIQUET, Conseillère Départementale
- Eric HOULLEY, Délégué de la commune de Lure
- Mireille LAB, Conseillère Départementale
- Bernadette MADIOT, Suppléante de la commune de Marnay
- Marie-Françoise MIALLET, Déléguée de la C.C. Val de Gray
- Christiane OUDOT, Suppléante de la commune de Fougerolles
- Eric NEDELEC, Délégué de la commune de Lure
- Hervé PULICANI, Conseiller Départemental
- François RICHARD, Délégué de la C.C. des Combes
- Fanny THIEBAUT, déléguée de la C.C. du Pays Riolais
- Michel TOURNIER, Délégué de la C.C. du Pays Riolais

Non membres du comité syndical :

- Caroline PY, représentante syndicale FO-EDM70
- Fabrice CREUX, directeur de l'ADDIM
- Clarisse MARTINEZ, responsable RH et finances, de l'EDM
- Daniel ROLLET, adjoint su secteur de Lure
- Anne MILLET, adjointe du secteur de Gray
- Laurent TISSOT, Payeur Départemental

Excusés :Membres du comité syndical :

- Nadine BATHELOT, Conseillère départementale
- Frédéric BURGHARD, Conseiller Départemental
- Joëlle CLERC, Déléguée des communes de Pesmes et Marnay
- Claudy CHAUVELOT DUBAN, Conseillère Départementale
- Dominique DIDIER, Déléguée des communes de Jussey et d'Aboncourt Gésincourt
- Edwige EME, Conseillère Départementale
- Bruno GAUCHON, Délégué pour les communes de Plancher-Bas et Villersexel
- Michèle GROSMIRE, Déléguée de la Commune de Luxeuil-les-Bains
- Valérie HAENEL, Conseillère Départementale
- Raoul JUIF, Conseiller Départemental
- Yves KRATTINGER, Conseiller départemental, Président du Conseil départemental
- Jean-Paul MAUNY, Déléguée de la C.C des 4 Rivières
- Gérard PELLETERET, Conseiller Départemental
- Frantz THOMAS, Délégué de la C.C. Val de Gray
- Michel WEYERMANN, Conseiller Départemental

Non membres du comité syndical :

- Yves BERIDOT, référent du secteur du pays riolais
- Claude GALLORINI, adjoint du secteur de Luxeuil les Bains
- Viviane IVOL, directrice des services culturels du Département

La Présidente, Isabelle ARNOULD ouvre la séance à 18 H.

Mme ARNOULD présente les deux nouveaux membres du Comité syndical : Mme OUDOT, suppléante de M. GROSJEAN, délégué de la commune de Fougerolles suite à la démission de Mme AUBRY et M. HOULLEY, délégué de la commune de Lure en remplacement de Mme ARNOULD.

- **Un point sur la rentrée est effectué par les responsables de secteur.**

Daniel ROLLET présente le bilan sur le secteur de Lure, il indique que les effectifs sont stables : 56 élèves lurons pour un total de 120 élèves prenant des cours sur le secteur.

Des interventions en milieu scolaire auront lieu à Lure, Ronchamp, Plancher-Bas et Esprels pour une douzaine de projets.

Des interventions en milieu périscolaire seront effectuées sur la CC du Pays de Lure.

M. ROLLET présente également les effectifs sur le secteur de Luxeuil en l'absence de M. GALLORINI : les effectifs sont également stables avec 100 élèves environ.

Des interventions en milieu scolaire auront lieu sur la CC de la Haute-Comté.

Dans le cadre du CUCS et en partenariat avec la ville de Luxeuil, à partir du mois d'octobre et sur toute l'année scolaire, des enseignants interviendront pour une dizaine d'enfants en difficulté à l'école.

Fabrice CREUX présente les effectifs du secteur centre en l'absence de M. BERIDOT : 190 élèves sont inscrits contre 194 l'an dernier et ce malgré la disparition de certaines disciplines sur le secteur de Port sur Saône (contrebasse, basse électrique notamment et harpe). Le nombre de 200 élèves sera probablement atteint dans les semaines à venir avec la mise en place des jardins musicaux. Sur la CC du pays riolais, 88 élèves sont inscrits cette année contre 82 l'an dernier.

Mme ARNOULD ajoute que sur le secteur de Port-sur-Saône, les cours de percussions ne sont pas assurés pour le moment car nous sommes encore en réflexion afin de trouver une solution pour remplacer des heures syndicales. Juridiquement la seule possibilité serait la création d'un poste de titulaire et cela ne va pas dans le sens des propositions effectuées lors des précédentes réunions de travail sur le projet de réforme de l'EDM.

Par ailleurs, Mme ARNOULD informe les membres du Comité syndical que la CC Terres de Saône n'est plus adhérente au syndicat mixte de l'EDM et n'a donc pas honoré la facture de 23650 euros.

Historiquement les communes de Port-sur-Saône et de Faverney étaient adhérentes à l'EDM puis la CC de la Saône Jolie a adhéré. Au 1^{er} janvier 2014, la CC de la Saône Jolie a intégré la nouvelle CC Terre de Saône, laquelle n'a pas validé son adhésion à l'EDM, au motif qu'elle ne détient pas la compétence culturelle. Placée devant une forme de vide juridique, la CC Terres de Saône a réglé la facture pour l'année 2014 en prenant en compte le nombre d'habitants de l'ex CC de la Saône Jolie mais en 2015, elle affirme ne pas pouvoir continuer à honorer la facture. La situation est fragile sur ce secteur pourtant dynamique du fait de la présence d'orchestres d'harmonie.

La Présidente ajoute qu'aujourd'hui les familles paient le tarif adhérent car elle a l'espoir d'une issue favorable à cet imbroglio. Pour cela une réunion est organisée début novembre à Scey-sur-Saône avec les familles et les maires des communes dont sont issues ces familles.

Anne MILLET présente le bilan de la rentrée sur le secteur de Gray où une stabilité des inscriptions est à noter avec entre 140 et 145 inscriptions contre 142 en 2014.

Des jardins musicaux sont ouverts à Gray et à Marnay. Des orchestres, des chorales, un soutien à l'harmonie et au Brass Band de Gray sont en place.

Par ailleurs des actions en milieu scolaire sur la CCVG et la CC4R seront effectuées et 3 ateliers dans le cadre des NAP sont réalisés par des enseignants.

Mme ARNOULD demande aux membres du Comité s'ils ont des questions sur la rentrée. Pas de question.

- **Point budgétaire effectué par M. Laurent TISSOT**

SITUATION BUDGETAIRE DE L'EDM AU 06/10/2015

L'exercice 2014 s'est achevé sur un déficit de fonctionnement de 94 461,62€ (6,51 % des recettes de fonctionnement 2014) qui ont été imputés sur les excédents antérieurs, de sorte que, les excédents cumulés de fonctionnement, à reprendre au BP 2015, ne s'élevaient plus qu'à 65 985,53€.

Il était donc essentiel pour l'EDM de prendre rapidement les mesures de redressement nécessaires à assurer sa pérennité.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Au 6 octobre 2015, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 112 890,52 € et ont été réduites de 73 402,17 € soit 6,19 %, par rapport à la même période de 2014.

Cette baisse s'explique, pour l'essentiel, par la réduction de 57 343,42 € soit 5,21 % de la masse salariale sur cette même période. Cet effort porté sur la masse salariale devrait avoir un impact en année pleine voisin de 76 500 €. En outre, il convient également de souligner l'effort porté sur les frais de déplacement qui reculent sur la période d'observation de 2 649,46 € à 52 020,18 € et qui pourraient avoir un impact en année pleine de près de 3 500 €.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Au 6 octobre 2015, les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1 436 511,98 € en léger recul de 14 483,95 € soit près de 1 % par rapport à la même période de 2014.

Ce recul s'explique par la baisse des participations des collectivités adhérentes (notamment la CC des Terres de Saône) qui reculent de 8,83 % soit 37 598,27 € pour s'établir à 425 948,64 € au 6 octobre 2015. Parallèlement la participation du Département est restée stable en 2015 à 892 900 €, tandis que les redevances versées par les familles ont, quant à elles, progressé de 3 914,10 € soit 2,96 % sur cette même période pour s'inscrire à 135 984,80 €. Enfin, la baisse des recettes de fonctionnement est également atténuée par l'accroissement des remboursements de rémunérations de personnels (+13 808,95 €) et par des produits divers de gestion courante (+1 736,16 €).

CONCLUSION

En définitive, compte tenu des dépenses prévisionnelles pour le dernier trimestre 2015 qui m'ont été communiquées par l'EDM et étant précisé que l'ensemble des titres de recettes a été émis et pris en charge à ce jour, il apparaît que le résultat de fonctionnement de l'exercice pourrait raisonnablement être proche de l'équilibre avec une fourchette d'appréciation de +/- 15 000 €.

Le redressement en cours porte ses fruits, il faut poursuivre sur cette voie.

La Présidente remercie M. TISSOT pour ces encouragements. Ce n'est que le début du processus. Cet effort ne pourra pas se relâcher avant plusieurs exercices. Ce sont des mesures de bon sens.

- **Délibérations :**

- Tarif proposé pour une famille de la classe de basson à Vesoul : 75 € par trimestre.

Mme ARNOULD indique aux membres du Comité qu'il s'agit de prendre une mesure dérogatoire pour un élève de basson. En effet, cet élève en basson prenait ses cours à la municipale et notre enseignant qui dispensait également des cours de basson à la municipale ne sera plus mis à disposition. Cette discipline ne sera donc plus dispensée à la municipale et il dispose de temps dans son emploi du temps. Cette mesure permettrait à cet élève de finir son cursus cette année.

1 abstention pour la ville de Lure.

- Le tarif est adopté à la majorité.

- Modification de poste à compter du 1er novembre. Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe. Discipline : Cor : 5h45 hebdomadaires (au lieu de 8h)

La Présidente indique que l'enseignante de cor ne peut plus assurer ses 8 heures de cours car elle a trouvé un autre poste ailleurs. Elle ne pourrait assurer que 5h45, c'est donc un ajustement de son poste et cela n'a aucune incidence sur la discipline car les heures qui ne seront plus effectuées étaient des heures de NAP notamment. Cette réduction de poste représente par ailleurs un gain budgétaire pour l'EDM.

- La réduction du poste est adoptée à l'unanimité.

- Tarif pour la classe de chant sur Vesoul et Gray

Mme ARNOULD indique que la classe de chant rencontre de grosses difficultés. L'enseignant affirme que le coût de l'inscription est un frein au développement de sa classe. Ce ne sont que des adultes qui

sont inscrits, ceux-ci disent à l'enseignant que c'est trop onéreux et que si la majoration de 20% n'était pas appliquée, ils s'inscriraient plus facilement.

Mme ARNOULD ajoute que les élèves adultes ne sont pas volatiles, ils prennent des cours pour parfaire leurs connaissances et sont fidèles sur la durée.

M. Fabrice CREUX, précise que cette mesure serait appliquée à titre transitoire et expérimental uniquement pour les élèves de cette classe de chant. Dans le cas où cette mesure ne montrait pas d'effet positif, elle sera supprimée au prochain Comité syndical. Un bilan sera effectué à l'issue de ce principe.

Mme FLETY demande quel est le nombre d'élèves de cette classe afin de savoir dans quelle mesure il est très faible.

Le nombre d'élèves est de 8 élèves sur Gray et de 3 élèves sur le secteur centre.

M. Eric NEDELEC demande si un chantage ne serait pas effectué par ces élèves sur l'EDM dans le sens où "si les tarifs ne baissent pas on ne s'inscrit pas".

Mme FRIQUET demande si le fait qu'il y ait aussi peu d'élèves ne viendrait pas du fait que cette activité vient en complément des activités chorales déjà en place sur le reste du territoire ?

Mme ARNOULD répond que le principal souci sur cette classe de chant est que l'enseignant n'est pas occupé.

Par ailleurs, la question devra se poser sur la baisse des tarifs des familles de manière globale comme par exemple le fait d'encourager les pratiques familiales.

Mme MILLET demande si on ne peut pas supprimer dans ce cas la majoration pour tous les adultes.

Mme ARNOULD pose la question aux membres du Comité s'ils souhaitent en débattre tout de suite ?

M. CREUX, M. TISSOT et Mme MARTINEZ indiquent qu'aucune projection budgétaire sur la suppression de cette mesure sur l'ensemble des adultes n'a été effectuée au niveau de l'évaluation de la baisse des recettes.

M. Fabrice CREUX ajoute que cette position pour cette classe de chant doit être un enseignement nécessaire à en retirer et que la redynamisation de cette classe peut passer par cette mesure. Si n'y a pas d'effet visible il faudra en tirer les conclusions.

2 abstentions (Lure et Fougerolles)

1 vote contre pour la commune de Lure

15 votes pour

- Le tarif non majoré de 20 % pour les élèves de la classe de chant est adopté à la majorité.

Mme la Présidente effectue un point sur le principe de direction collégiale qui est mise en œuvre. Cela n'est pas un exercice facile, c'est à l'essai. Pour le moment, un renforcement pédagogique est mis en œuvre au niveau des secteurs, une stabilisation budgétaire est en cours avec une baisse des tarifs pour certaines tranches de quotient familial des familles.

M. Fabrice CREUX indique que la reprise du processus de concertation de façon globale avec les collectivités sera relancée à l'initiative du Département.

L'objectif étant de mettre en œuvre un pacte budgétaire avec une stabilisation des participations financières sur une durée et ce en lien avec le projet culturel de l'école.

Il s'agira d'élaborer un calendrier de travail et une feuille de route.

En 2016- 2017, il faudra envisager une modification des statuts. Une vision à moyen terme doit être donnée aux collectivités de ce que va coûter l'école de musique avec un niveau de participation acceptable des partenaires en vue de l'élaboration du budget 2016.

Le mode de calcul actuel ne sera plus adapté.

M. Eric HOULLEY indique qu'il est satisfait des efforts qui ont été réalisés pour maîtriser la précédente gestion du syndicat qui devenait préoccupante. Au niveau de la commune de Lure, les participations des années précédentes avaient augmenté de manière exponentielle. M. HOULLEY note cependant qu'en 2015 il y a eu un léger repli de la cotisation et souhaite que cela continue.

Alors que l'Etat a procédé à des baisses de dotation qui perdureront en 2015 et après, il n'est plus possible pour les collectivités de supporter des dépenses supplémentaires. La maîtrise des dépenses de fonctionnement est devenu un modèle sociologique et cela passe par un changement de modèle économique en maîtrisant les dépenses de fonctionnement. La présence de l'EDM sur les territoires avec une gestion rigoureuse pourra attirer de nouvelles collectivités.

M. TOURNIER ajoute qu'il est tout à fait d'accord avec cette analyse et qu'elle vaut également pour la CC du pays riolais qui souhaiterait également limiter sa participation financière avec un montant fixé en fonction de ses possibilités. Le maintien de l'EDM sur les territoires représente une somme trop

importante et la volonté de baisser les frais de fonctionnement pour les collectivités est la même pour tout le monde.

Mme la Présidente répond que tout le monde est sur la même ligne au niveau des maîtrises des dépenses budgétaires. Par ailleurs, sur des bases plus claires on parviendra à attirer de nouvelles collectivités afin qu'elles adhèrent au syndicat de l'EDM.

Mme ARNOULD conclue en indiquant que pour le moment le rythme des réunions est plus soutenu que car elle souhaite tenir informés les membres du Comité de l'avancée de la réforme.

Un prochain Comité sera prévu fin novembre début décembre pour le vote de la décision modificative notamment et pour évoquer le budget 2016 (DOB).

La séance est levée à 19h00.